

PRÉFACE :

Contestations, soulèvement et sciences sociales

Les dernières années ont été riches en événements qu'on pensait encore au début des années 2000 - être plutôt des objets d'étude pour les historiens que pour les autres chercheurs en sciences sociales : les révoltes, les contestations massives et publiques, les soulèvements et les révolutions.

Ce ne sont pas seulement les pays du monde arabe qui ont été concernés. D'autres pays, comme par exemple la Grèce, l'Espagne ou la Turquie mais également le sud-est du continent tout comme les Etats-Unis et des pays d'Amérique Latine ont connu des mouvements de masse, des mouvements de contestations de l'ordre établi, de l'ordre subi.

Certes les raisons d'agir des acteurs, les raisons que les acteurs indiquent, n'ont pas toujours été les mêmes. Pourtant, ce qui frappe l'observateur et ce qui donne à réfléchir à l'analyste de ces mobilisations publiques est le fait que, en utilisant des formules et des expressions différentes, il ne s'agit pas de révoltes dues à la faim, de mobilisations pour des augmentations de salaire, pour l'amélioration des conditions de travail ou pour des revendications spécifiques ou corporatistes. Il ne s'agit pas non plus de révolutions dans le sens classique (et un peu réducteur) du terme, c'est-à-dire de révolutions visant à renverser le pouvoir en place pour prendre le pouvoir.

Il y a et il y a toujours eu quelques uns de ces éléments dans les mouvements, mais ce qui domine et ce qui donne la spécificité commune à ces mouvements, si différents et ayant lieu dans des pays très différents, c'est un ensemble de leitmotifs qu'ils partagent. Sans vouloir établir une hiérarchie entre eux, on y trouve, d'abord, la dignité (souvent dans le sens du mot arabe « karama »). Cette dignité est à la fois la dignité des acteurs individuels mais également la dignité partagée avec les autres, les autres avec qui ou au nom desquels ils se mobilisent contre ceux qui bafouent cette dignité, qu'il s'agisse d'un régime autoritaire, d'une oligarchie ou les « 1% » dans le mouvement « occupy » aux Etats-Unis.

Ces « in-dignés » se mobilisent, ensuite, contre ceux qui détiennent le pouvoir afin qu'ils « dégagent » (comme Ben Ali) pour (re)trouver leur dignité. On remarque que la qualité de la dignité revendiquée est très abstraite ; elle est une revendication de reconnaissance abstraite. Cependant, en quelle qualité ces acteurs veulent-ils être reconnus ? En tant qu'être humain, en tant que citoyen... ? Leur identité est d'un côté négative : nous qui sommes méprisés par le régime en place, par les « 1% » etc. De l'autre côté, elle est également positive : nous qui combattons ces régimes. Leur principe d'identité n'est que peu développé. En outre, la finalité politique et sociale de ces mouvements reste extrêmement floue et, souvent, n'est même pas évoquée.

Le troisième leitmotiv est la démocratie. Rien de plus flou que cette expression ! La traduction de cette revendication dans des procédures d'élections et parlementaires (par exemple en Tunisie ou en Egypte) ne résout pas les problèmes qui ont fait agir les hommes et les femmes dans la rue. On peut constater une idée, ou peut-être ne s'agit-il que d'une intuition, de vouloir se représenter, comme les « indignés » en Europe le formulent explicitement en revendiquant « une véritable démocratie ». Cette expression, elle aussi, est floue mais elle indique au moins que ce qu'on appelle officiellement démocratie n'en est - selon eux - pas une. Ces mouvements ont toujours créé des auto-organisations qui fonctionnent selon leurs propres modalités et principes. Pourtant, ces structures sont éphémères, elles durent le temps de la mobilisation, et elles n'ont pas la vocation de remplacer les institutions (prétendues) représentatives, comme au début du 20^{ème} siècle les *sowjets*, par exemple.

Enfin, le quatrième leitmotiv est le refus de la violence, le « selima ». Bien sûr et malheureusement, il y a toujours eu des actes de violence et, souvent, même des morts. Il ne s'agit pas (ou très exceptionnellement) d'une orientation non-violente dans la tradition de Gandhi, mais du refus de se laisser prendre dans un engrenage dont on ne peut sortir que vaincu.

On constate également que ces mouvements sont des mouvements nationaux dans le sens simple qu'ils ne dépassent pas ou seulement très marginalement les frontières des Etats-nations établis. Néanmoins, il y a eu avant, pendant et après ces événements des contacts et des rencontres

entre activistes de la « société civile » de différents pays, par exemple grâce aux « forums » altermondialistes, à certaines ONG ou aux contacts personnels à l'étranger.

En outre, les médias, surtout les chaînes de télévision par satellite, tout comme les TIC en général et les réseaux sociaux en particulier jouent un rôle énorme dans l'internationalisation et la massification des événements. En revanche, on n'a pas affaire à des « cyber-révolutions ». La conjonction des TIC et des mobilisations dans la rue et surtout sur les places crée des contre-espaces publics par rapport aux espaces publics officiels et, en général, strictement contrôlés par les pouvoirs en place. Ces espaces publics fonctionnent comme fonctionne un espace public depuis les Lumières : un public qualifié analyse, il délibère et mène des actions afin de construire un avenir meilleur. Notre propos n'est pas ici de reconstruire, d'analyser et de juger les différentes actions et positions, mais de souligner l'émergence d'espaces publics autonomes.

Pour que l'espace public puisse fonctionner ainsi, il faut que les acteurs soient qualifiés. Ils disposent de compétences et de qualifications acquises de multiples manières sur le plan social, sur le plan moral ainsi que sur les plans politique et technique. L'apprentissage politique, me semble-t-il, est le moins développé ; il s'agit du point le plus faible de ces mouvements et il risque de compromettre leur avenir.

Un autre trait commun revendiqué et réalisé est l'horizontalité. Les leaders charismatiques et durables sont très rares. Les organisations traditionnelles, comme les partis et les syndicats, sont quasiment invisibles, mais beaucoup de leurs militants sont dans le mouvement. Or, ils n'y participent pas comme délégués de ces organisations mais ils apportent l'expérience, le savoir et le savoir faire qu'ils ont souvent acquis pendant de longues années de militantisme. Last but not least, les femmes participent massivement à ces mouvements. Ce fait, tout comme le mélange intergénérationnel des acteurs, indique que le potentiel d'action dépasse largement les formes politiques établies.

Les sciences sociales seraient, à mon avis, bien conseillées de partir du constat d'un énorme et nouveau potentiel de l'action collective et de mettre la question du sens de ces actions au centre de leurs réflexions. La

distinction de Max Weber entre le sens subjectif et le sens objectif d'une action peut servir de cadre à cet effort de compréhension.

Nous ne sommes pas les conseillers du prince, ni les guignols des plateaux de télévision mais des chercheurs qui veulent comprendre ces événements, qui veulent communiquer ce qu'ils ont compris afin d'enrichir la délibération dans l'espace public. Mais quel espace public ? Cette question est cruciale. S'il n'y a pas d'espace public où nos arguments, s'il le faut traduits en images, trouvent leur place, il faut le créer. Il ne s'agit pas de jouer le rôle d'une avant-garde, de vouloir expliquer aux autres comment et pour quelles raisons ils agissent et à quelle fin ils doivent agir. Ce faisant, on remplacerait le pouvoir en place pour devenir une autre élite dominante et opprimante. « Le jardinier peut décider de ce qui convient aux carottes, mais nul ne peut choisir le bien des autres ».¹ Mais les êtres humains ne sont pas des légumes, bien qu'ils se considèrent souvent ainsi. Les dominants et certaines avant-gardes partagent également cette vision du monde et, par conséquent, ils traitent les êtres humains comme des légumes et ils les ont toujours menés dans des catastrophes au nom des idéaux les plus nobles.

Jan SPURK

Professeur des Universités

Directeur du Laboratoire Sens et Compréhension du Monde Contemporain (LASCO)

Université Paris Descartes / Institut Mines-Télécom PARIS

1. Jean-Paul Sartre, *Le Diable et le Bon Dieu*, Paris, Gallimard/folio, 1951/1972, p. 141.